

Si mineurs

LES ENFANTS
MIGRANTS
AU QUOTIDIEN

3/2 



Le Liqueur et le CIRÉ mettent en lumière quatre portraits de personnes qui viennent de différents horizons. Quatre histoires personnelles avec chaque fois une évocation de celles et ceux qui les ont aidées au cours de leur intégration.

Trâm c'est aussi Marie. Un prénom reçu peu après son arrivée en Belgique, quand elle avait 5 ans. Sa famille fuyait un Vietnam exsangue et peu ouvert aux minorités catholiques. Regard dans le miroir et fragments de souvenirs, déracinement, mais accueil rassurant dans une communauté religieuse, Trâm porte un regard bienveillant sur son enfance. Elle s'interroge aussi : que s'est-il passé en quarante ans ? Pourquoi aujourd'hui ce rejet des réfugiés ?

« Ma famille s'est sentie un peu sauvée, un peu accueillie »

Pudeur. C'est le mot qui caractérisera notre rencontre. Trâm, 45 ans, photos de famille à l'appui, démêle pudiquement cette pelote de laine qu'est son histoire. Une, singulière, qui forge la grande Histoire des migrations vietnamiennes vers l'Europe. Elle tient à témoigner pour mettre en perspective ses conditions d'accueil avec les migrations actuelles. On embarque.

Par YVES-MARIE VILAIN-LEPAGE

1949

L'oncle moine arrive en Belgique.

1955

Le Vietnam rentre en guerre.

1975

Fin de la guerre.

1979

Élan humanitaire pour les boat-people d'Asie.

1982

Arrivée de la famille à Zaventem.

1985

Deux des trois frères rejoignent la famille avec les boat-people.

1990

La famille est réunie. Le grand frère arrive en bateau aussi. Avec un bébé né en Malaisie par où il a transité.

Où est-ce que la trajectoire familiale commence ? Bonne question. En dénouant les bribes de l'odyssée familiale, Trâm s'en rend compte. « *L'histoire de ma famille n'est pas résolue. Il n'y a pas un début ou une fin. Il y a plusieurs sphères. Plusieurs identités* ». Un exemple ? Son prénom a été christianisé, comme le veut l'usage de l'époque (lui, bien révolu). Trâm devient donc Marie à son arrivée en Belgique, à l'âge de 5 ans. S'il n'existe pas de début à proprement parler, le départ de ce qui suit prend source en 1949.

La racine.

« Ce petit miroir, c'est le seul objet que j'ai ramené de mon enfance. Je voulais vous montrer une barrette trop belle que mon frère a emportée, mais en même temps c'est la sienne. C'est vrai que lui, il est à moi. Il faut que je le répare d'ailleurs... ».

Fuir trente ans de guerre impitoyable

Pourquoi cette date ? Parce que c'est à ce moment qu'un oncle, moine, quitte le Vietnam pour parfaire ses études en Belgique. Premier doute de Trâm : « *Il me semble évident qu'il venait suivre des études de théologie, mais c'était peut-être la criminologie. Vous croyez que c'est possible ?* ». Un lien avec le sang du Christ sûrement... Toujours est-il que cet aïeul ne repartira plus. Visa en poche, il tourne le dos, comme beaucoup, déjà aux prémices du chaos qui tourne au cauchemar. Justement, 30 ans plus tard et un conflit qui changera la face du monde, le pays se relève dans la terreur. Le Vietnam fait disparaître les vestiges de son passé colonial. Les catholiques sont traqués par le régime. La guerre est terminée depuis 5 ans. Laisant le pays dans un chaos économique sans précédent. L'ambiance est à la délation, à la famine, à la division. Pour la famille de 7 enfants, dont trois frères majeurs dans le collimateur du régime, il est temps de penser à fuir. Le contexte est délétère. « *La pratique courante de l'époque consiste à confier ses enfants aux familles qui prennent le large* », explique Trâm qui s'est replongée dans son passé et celui de son pays pour les besoins de l'article auprès de sa maman, âgée aujourd'hui de 89 ans. « *Ça n'a pas été une mince affaire. On est très pudique dans ma famille. Et j'ai toujours pris l'histoire par bribes. Par des petites anecdotes. Par des souvenirs* ».

Saigon-Zaventem

Justement, le plus vieux souvenir ? Un tronqué. Trâm a toujours pensé qu'elle était arrivée en bus dans leur premier logis belge, alors que cette image serait liée à leur départ pour l'aéroport de Saigon pour prendre l'avion. Elle nous montre les photos du départ. « *Vous voyez ma famille comme elle est crispée ? Le cœur n'est pas à la fête. Mes trois grands frères, eux, doivent rester. Ils n'ont pas obtenu leurs papiers. On sait à ce moment que nous ne nous reverrons pas tout de suite...* ». Sur la photo, tout le quartier les a accompagnés. On y voit donc une foule, amaigrie, qui flotte dans des vêtements aux coupes droites. Trâm nous fait remarquer : « *Vous avez vu, nous sommes 4 enfants et 2 adultes. Nous quittons le pays pour de bon et nous avons quatre sacs en tout et pour tout* ».

Octobre 82, aéroport de Zaventem, la famille atterrit en plein automne glacial. « *Il faisait froid et je me demande même si nous ne sommes pas arrivés sous la neige. En*

« Je me mets à la place des personnes qui arrivent aujourd'hui dans le même désarroi »

octobre, c'est possible, vous croyez ? ». On ne voudrait surtout pas démolir un à un tous les souvenirs de Trâm, on abondera, donc... Premier couac, la famille n'a pas un sou en poche. Dès lors, comment prévenir le tonton moine de l'arrivée ? Heureusement, un inconnu les aide et leur permet de passer un coup de fil.

La communauté religieuse dans laquelle vit l'oncle à Herne, à côté d'Enghien, mène le convoi. « *Les sœurs dominicaines étaient très cool. Bon, au début on assistait à l'office tous les soirs. C'est beaucoup. Puis, on a pu y assister de moins en moins. Puis plus du tout, mais chut, ça, faut pas le répéter à ma famille...* ».

Des souvenirs heureux

En dépit de la grande précarité des conditions de réfugiés politiques, la vie s'écoule paisiblement. La famille s'en sort comme elle peut. Les parents parlent quelques mots de français. Dans cette commune au bord de la frontière linguistique avec la Flandre, à l'aube des années 80, la diversité culturelle est quasi inexistante. Les membres de la famille sont les seuls étrangers. Aucun problème pour autant. Une fois les premiers contacts établis, l'ambiance reste au beau fixe. Jamais de remarques, ni de signes d'hostilité. La petite fille grandit dans un climat rassurant. Elle ne peut s'empêcher aujourd'hui de dresser un parallèle avec les conditions d'accueil qui font défaut à l'Europe, Belgique comprise. « *Que s'est-il passé en 40 ans ? Si je garde des souvenirs aussi heureux c'est qu'une fois ici, nous nous sentions un peu sauvés, un peu accueillis. Pourquoi ce n'est plus le cas aujourd'hui ? À notre arrivée, mon frère a été pris sous l'aile d'une famille qu'il l'a hébergé. Qui lui a permis de faire des études et de s'armer pour vivre une vie décente.* » Même si elle s'estime épargnée et chanceuse, Trâm ne peut s'empêcher de penser aux nombreuses épreuves qu'ont dû traverser ses parents. Le déracinement, le fait de ne pas avoir sa place, de ne pas parler la langue. Partir en renonçant aux aînés pour offrir un avenir aux plus jeunes. Les déboires administratifs. Le fait de ne pas travailler et de vivre avec (suite à la page suivante)





les minima sociaux et toujours compter les sous pour nourrir les siens. Et la plus terrible, celle de la mort de son papa quand elle a 10 ans. Sa maman se retrouve donc seule à la tête d'une grande tribu, sans ressources. « *Tout ça, c'est une série d'épreuves. Notre chance a consisté à pouvoir compter la solidarité et l'aide de personnes bienveillantes. Je me mets à la place des personnes qui arrivent aujourd'hui dans le même désarroi, à qui en plus on fait comprendre qu'on ne veut pas d'elles* ». En dépit de ce dénuement dans lequel elle a grandi, Trâm n'a manqué d'aucune ressource pour mener sa vie comme elle l'entendait. Faire des études. Fonder une famille. Cultiver ses origines tout en adoptant le pays qui l'a vu grandir. Trâm ou Marie, cette seule et même personne qui parle difficilement de son histoire et ne comprend pas pourquoi on s'y attarde, souhaite néanmoins mettre sa pierre à l'édifice. Celle de la perspective. Celle de ne pas envisager la différence par le prisme de la méfiance ou de la malveillance. Aujourd'hui maman à son tour de deux enfants de 12 et 10 ans, elle met un point d'honneur à les élever dans la curiosité de l'autre, elle s'enflamme un temps, très vite la pudeur reprend le dessus : « *Mais sans faire la morale à qui que ce soit, hein ?* ». ♦

“ Nous quittons le pays pour de bon et nous avons quatre sacs en tout et pour tout ”



“ Les immigrants n'étaient pas mieux accueillis par le passé ”

Certains migrants sont-ils mieux acceptés que d'autres? Le racisme est-il un phénomène récent en Europe? Sociologue, politologue et expert en migration, Marco Martiniello analyse d'un point de vue historique et anthropologique les logiques qui agissent contre la mobilité des populations.

Par DOMINIQUE BELA

Qu'est ce qui explique les crispations déclenchées par l'arrivée des migrants en Europe et les réactions racistes suscitées par leur présence alors que, dans les années 80, les migrants vietnamiens par exemple, étaient plutôt bien accueillis?

D'un point de vue historique, on constate aujourd'hui des crispations, un rejet important de l'immigration et une banalisation du racisme. C'est indiscutable. Mais dans le passé, ce n'était pas nécessairement mieux. Vous évoquez le cas des réfugiés vietnamiens dans les années 80, on pourrait parler aussi des réfugiés d'Amérique Latine. Certes, ils semblaient être bien acceptés. Mais à cette époque-là, il y a d'autres populations qui ont été rejetées et racisées : les populations d'origine marocaine et turque, par exemple. Le racisme n'est donc pas quelque chose de nouveau en Belgique. Il a peut-être changé de cible, mais je ne pense pas qu'on accueillait mieux les immigrants par le passé. S'il est

clair que certaines populations ne semblaient pas poser des menaces directes pour la société belge, elles étaient par contre ignorées et pas nécessairement accueillies à bras ouverts.

Trâm dit n'avoir pas connu de rejet de la part de la population belge tout au long de son enfance et de sa vie d'adulte...

L'expérience personnelle est une chose et la manière dont on regarde les dynamiques au niveau social, en est une autre. Des personnes d'origine marocaine, ou de différents pays subsahariens diraient aujourd'hui qu'elles n'ont jamais personnellement vécu de problèmes, pourtant le racisme est bien ancré dans la société. La crispation actuelle s'explique par différentes raisons. Des partis politiques mobilisent sur la question de l'immigration beaucoup plus que par le passé. Les attitudes de rejet, de racisme à l'égard des immigrants se sont fortement banalisées. On est dans une phase anxieuse et certains discours médiatiques et politiques renforcent cette anxiété. Cela me fait très peur. D'un autre côté, des acteurs se mobilisent pour exprimer la solidarité, venir en aide, construire ensemble. Il y a vraiment une polarisation de notre société sur la question des migrations.

Peut-on parler d'un « classement » des migrants dans la société?

Oui. Les gens ont créé deux catégories de migrants. Les bons migrants d'un côté et les mauvais

de l'autre. Les bons migrants produisent, restent à leur place, s'assimilent à la culture du pays où ils vont. Les mauvais migrants vont maintenir éventuellement leur identité culturelle, sont accusés de voler les jobs, de profiter du système de Sécurité sociale. Ils sont des terroristes, des criminels. Cette catégorisation implicite entre les bons et les mauvais immigrants, est reprise dans la politique par notamment par l'idée de l'immigration choisie.

Y a-t-il des préjugés ou des perceptions différentes des migrants en fonction de leurs origines et/ou leurs religions? Ces perceptions sont-elles le reflet de l'histoire?

Il faut remonter à Christophe Colomb. C'est à partir de là qu'on a structuré les premières pensées racistes. Quand les Européens arrivaient à l'autre bout du monde, bien qu'ils soient mûs par un projet chrétien, il fallait qu'ils justifient l'exploitation, la domination. Donc, on a déshumanisé les populations locales pour les dominer et les exploiter, tout en restant fidèle aux valeurs chrétiennes. Quand ils sont arrivés en Australie, les Européens ont fait la même chose avec les Aborigènes qui y vivaient depuis des millénaires. Plus près de nous, il faut remonter au colonialisme. Il reste un héritage très fort de cette période en Belgique. Beaucoup de Belges pensent qu'il n'y a que des Congolais dans notre pays comme Noirs d'Afrique subsaharienne.



Par rapport à la religion, tout ce qui s'est passé dans les dernières années est à prendre en compte pour analyser les préjugés à l'égard des musulmans. Pour certaines personnes, musulman ou terroriste, c'est la même chose.

Les préjugés, positifs ou négatifs évoluent-ils? Je pense notamment au fait qu'à cause du covid des personnes originaires des pays d'Asie se sont senties rejetées.

Avec la crise du covid, on a vu davantage que des préjugés à l'égard des personnes qui extérieurement semblaient asiatiques, c'était du racisme parfois violent. Il y a eu des cas où des personnes ont été insultées dans la rue, frappées simplement parce qu'elles avaient une apparence qui les reliait à une région du monde où le virus avait vu le jour. Là aussi, n'oublions pas que certains politiciens ont facilité ça. Quand Trump parlait du « virus chinois », ce n'était pas pour apaiser les choses. Pour moi, la crise du covid ne marque pas le début d'un racisme anti asiatique, mais plutôt l'a rendu visible. ♦

Témoignage

Charité bien ordonnée...

De longue date, la communauté catholique a joué un rôle central dans l'accueil des migrants en Belgique. Mais des boat-people vietnamiens aux migrants syriens, les modalités de cet accueil ont considérablement évolué. D'autant que la solidarité citoyenne s'affirme désormais comme autonome de toute affiliation religieuse.

Par JULIE LUONG

La communauté catholique a toujours joué un rôle important dans l'accueil des migrants. Au début des années 80, de nombreux boat-people vietnamiens ont été accompagnés par Caritas, une association d'émanation chrétienne qui est restée très active dans l'accueil des migrants et plus généralement dans le soutien aux personnes vulnérables. « À l'époque, au sein de Caritas, il y avait beaucoup plus de religieuses et de laïcs engagés dans l'Église », rappelle Gilles Cnockaert, responsable communication au sein de Caritas. Mais aujourd'hui, au sein de notre personnel, on a beaucoup de personnes issues de la diversité, qui ont elles-mêmes un parcours d'exil et qui n'ont pas nécessairement la confession qui est celle de "la maison". Il y a cet enjeu du vivre-ensemble et de la qualité du service à la personne : pour nous, la diversité est aujourd'hui un impératif mais aussi une condition de travail ».

« Le paternalisme dans l'accompagnement n'est plus celui qu'on pouvait trouver dans les années 80 »

De la bonne volonté à l'institutionnalisation

Historiquement, la solidarité du réseau catholique a ainsi pu se manifester « prioritairement » envers d'autres catholiques à travers le monde, comme ce fut le cas pour une minorité vietnamienne. Aujourd'hui, la grille d'analyse n'est plus la même. « Si on doit mettre la préférence à un niveau, on va s'adresser d'abord aux personnes les plus vulnérables et pas d'abord à celles qui sont de confession

chrétienne : les femmes seules, les personnes malades, à la santé mentale ébranlée », poursuit Gilles Cnockaert. Cette évolution s'inscrit aussi dans une institutionnalisation progressive de l'accueil, qui ne repose plus aujourd'hui uniquement sur les « bonnes volontés » mais fait l'objet de politiques plus ou moins adaptées. « À cette époque, la Convention de Genève était déjà là mais les structures de mise en œuvre étaient laissées au bon vouloir de l'action citoyenne et associative », pointe Gilles Cnockaert.

« Le paysage de l'accueil, mais plus largement du social a beaucoup évolué depuis les années 80 », rappelle pour sa part Floriane Philippe, responsable du service accueil des demandeurs de protection internationale au sein de Caritas. « Les pouvoirs publics se sont davantage emparés de cette question, ont beaucoup plus cadré et agréé les choses, ce qui ne veut pas dire que les acteurs traditionnels – parmi lesquels les acteurs catholiques – ne sont plus là : ils sont là autrement car ils ont dû inscrire leur action dans ces cadres ». Les valeurs d'accueil, de justice et de respect qui animent Caritas semblent d'ailleurs aujourd'hui partagées par l'ensemble des citoyens qui viennent en aide aux migrants. « Avec la plateforme citoyenne qui s'est constituée autour du parc Maximilien, on a très bien vu que l'engagement ne se rattachait pas à un pilier quelconque », analyse Floriane Philippe. C'est rassurant de voir ces mouvements : il y a peut-être eu un creux au moment où la religion a pris moins de place dans la société et est passée dans la sphère privée, mais ce n'est pas pour ça qu'il n'y a pas aujourd'hui une réémergence de mouvements citoyens autour de valeurs qui peuvent se rattacher à la foi chrétienne mais ne s'en revendiquent pas ».

L'écueil du paternalisme

Bien sûr, malgré les évolutions historiques, certaines communautés religieuses continuent d'accueillir des migrants, ce qui demeure une

manière de mettre en œuvre leurs missions. « Par rapport aux années 80, c'est devenu un canal plus parallèle », précise Floriane Philippe. La tendance actuelle, c'est l'accueil dans un centre collectif ». Dans ce contexte, Caritas a mis en place des initiatives pour accompagner les citoyens qui désirent s'engager dans un accueil de proximité. « Nous identifions des personnes de bonne volonté, par exemple une paroisse, et nous faisons un travail de pédagogie, notamment par rapport à la question de l'accueil des musulmans, puisque 90% des Syriens par exemple le sont, raconte Gilles Cnockaert. Ces groupes solidaires

permettent d'aider à scolariser les enfants, à apprendre la langue, accompagnent chez le dentiste... Toutes ces petites choses qui dans une structure d'accueil sont professionnalisées sont ici partagées avec un groupe de citoyens ».

En dépit de l'institutionnalisation et de la professionnalisation de l'accueil, le réseau catholique poursuit donc ses actions de « bonne volonté », un contrepoint probablement nécessaire. « Ce qui est intéressant, c'est la multiplicité de solutions », analyse Floriane Philippe. Trouver un refuge dans une paroisse, une famille, avec un accueil informel, ça peut être très bien parce que ça va être rafraîchissant. Cela va tout de suite ancrer la personne dans un lieu, une collectivité : elle ne va pas être prise dans une machine avec des normes. Mais à côté de ça, il y a des personnes qui nécessitent une prise en charge vraiment professionnelle, parce qu'elles ont des troubles importants et que si elles n'ont pas une structure autour, ces troubles vont s'aggraver. Nous croyons beaucoup à cette manière de travailler entre pairs, aidants proches et professionnels : en la matière, les pays anglo-saxons sont beaucoup plus avancés que nous ». Le mot d'ordre devrait ainsi être le cas par cas, loin de tout dogme, de toute généralité. « Il ne faudrait pas non plus que l'État se désresponsabilise en se disant que le citoyen va s'en occuper. C'est une question d'équilibre : ne pas être dans le tout institutionnel et ne pas se reposer entièrement sur la société civile », estime Floriane Philippe.

L'individualisation par le regard porté, la faculté d'accueillir la personne sans la réduire à son pays d'origine ni à ce qu'on sait ou ce qu'on fantasme de son parcours prémunit aussi du paternalisme, un écueil qui a longtemps été celui de l'action catholique. « Le paternalisme dans l'accompagnement des personnes n'est plus celui qu'on pouvait trouver dans les années 80, mais il reste du travail à faire au quotidien dans le monde de l'asile, des centres, sur la manière de considérer l'autre », analyse encore Floriane Philippe. C'est d'autant plus nécessaire que le cadre d'accueil imposé par Fedasil est déjà en soi très infantilisant, puisqu'il entend

fournir à la personne l'essentiel de ce dont elle a besoin, ce qui lui fait perdre de l'autonomie dans sa vie quotidienne. Insidieusement, cela établit un rapport où l'institution est celle qui fournit, qui pourvoit, qui donne. Cela la met dans une position de pouvoir qui place alors la personne dans une position de demandeuse ou de « réclameuse ». Un des enjeux est donc de travailler l'autonomie, en sachant qu'il ne s'agit pas de l'autonomie érigée en principe suprême, mais d'une autonomie individualisée en fonction de la situation ». Mieux qu'une charité bien ordonnée : une bonne volonté personnalisée. ◆

Que retenir ?

« Que s'est-il passé en quarante ans ? », interroge Trâm. Les relents réactionnaires du début ont évolué, jusqu'à épouser la polarisation notre époque. Des propos qui résonnent avec ceux de Gilles Cnockaert. Il explique que, paradoxalement, l'accueil s'est institutionnalisé, professionnalisé. Alors, où ça coince ? En dépit des multiples voix qui, partout, témoignent de l'urgence, de leur survie, pourquoi l'accueil crispe tant le monde occidental ? Pourquoi des attitudes de rejet, de racisme tant banalisées ? La piste est peut-être à aller chercher dans la désresponsabilisation de l'État. Initiatives citoyennes et associatives ne manquent pas. Si belles soient-elles, elles ne peuvent se passer de la protection de l'État. L'arrivée des un-e-s et des autres sur notre territoire ne doit pas être tributaire du hasard ou, pire encore, d'un phénomène de mode. Nous devons exiger politiquement que chaque personne qui gagne notre territoire se sente à minima « un peu sauvée, un peu accueillie ».

